



Extrait du site d'Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/article3721.html>

# Comment la finance contrôle le débat économique

- L'information - Économie - Construction médiatique de l'opinion économique -

Économistes ou banquiers ?

L'INFORMATION -

Date de mise en ligne : lundi 28 novembre 2011

**Nous publions ci-dessous, sous forme de tribune et avec l'accord de son auteur, un article paru le 16 novembre sur [le blog de Bertrand Rothé](#).**

La crise fait rage, mais le débat n'avance pas. La seule solution qui émerge, se serrer la ceinture pour payer les banques. Mais n'est ce pas la définition même de la crise : « *quand le vieux se meurt et que le jeune hésite à naître* » ? Sauf que cette fois la formule d'Antonio Gramsci ne fonctionne pas : les économistes hétérodoxes, les Lordon, Sapir, Gréau... ont des solutions. Le vrai problème : ils ne sont pas entendus. Est-ce surprenant ? La finance contrôle le débat économique.

### **Y en a que pour les banquiers**

Qui nous a informé sur la crise cet été ? Essentiellement des banquiers. En août, dix articles du *Monde* traitent du fond du problème dans les pages débat. Sur ces 10 articles, 16 citations proviennent d'individus liés aux institutions financières, et 6 d'individus non liés directement à la finance. 76,6 % de citations pour les financiers, c'est beaucoup pour les responsables de la crise. *Le Monde* n'est pas le seul. Le 11 août, *Le Nouvel Obs* titre sur : « *Les incendiaires. Comment ils nous plongé dans la crise* ». Là encore les banquiers ne sont pas les incendiaires, mais les experts ! Anton Brender, autrefois réputé de gauche, directeur des études économiques de Dexia Asset Management - vu les performances de son entreprise, on s'attendrait à davantage d'humilité -, dispose de deux pages pour clamer que : « *Ce ne sont pas les marchés qui sont en cause mais l'impuissance politique* ». Géniale novlangue : les marchés remplacent les banques, car ce sont elles qui spéculent contre l'euro. Mais comment un économiste pourrait-il cracher dans la main qui le nourrit ?

Pourquoi les journalistes sont-ils si prompts à gober pareilles mystifications ? Leur réponse est invariable : « On n'a pas le temps ». Et c'est le génie des banques de l'avoir compris, comme l'explique une journaliste de *L'Expansion* : « *Les banquiers savent répondre vite, ils sont payés pour ça. Ce qui n'est pas le cas des universitaires qui réfléchissent, et dont les nuances sont difficiles à retranscrire* ». Et c'est vrai, la pression est importante. Au *Monde*, une journaliste économique a signé 29 articles au mois d'août, soit plus d'un par jour travaillé, une autre en a signé 18, et ce n'est pas le journal le plus mal doté.

Jacques Sapir pense différemment. Il distingue les journaux grand public, chargés de faire la pédagogie du libéralisme, et les médias économiques pour lesquels l'information a une vraie valeur marchande et qui, paradoxalement, sont plus ouverts : en pleine crise, *Les Echos* ont ainsi édité un supplément très intéressant sur le « bon » capitalisme. Comme le signale le journaliste François Ruffin (*Fakir*), *Le Monde*, qui pose une - bonne - question : « *L'inflation peut-elle résorber les dettes publiques ?* », réussit à publier... six experts qui condamnent l'inflation, sans même un autre son de cloche. La *Pravda* n'aurait pas osé.

De plus les banques ont compris que la presse est le média de référence. Les télévisions et les radios viennent y puiser leur inspiration. Ainsi, la télé permet aux banques de faire entendre leurs voix bien plus loin que le simple cercle des lecteurs. Une pierre, deux coups.

### **Un enseignant peut cacher un supplétif du système financier**

Le système peut être un peu plus complexe. Le 12 août, en pleine déroute financière, l'Autorité des marchés financiers interdit la vente à découvert pendant quinze jours, pour vérifier si la décision réduit la volatilité des marchés. À mi-parcours *Le Monde* enquête. Verdict publié le 20 août : « *La suspension des "ventes à découvert" ne*

*permet par d'éviter de lourdes chutes en Bourse* ». Cette fois-ci, c'est du sérieux, seul un banquier juge que l'« *on ne peut pas arrêter tous les bandits* ». Chapeau ! La journaliste a interrogé deux professeurs de l'Edhec, une des plus célèbres écoles de gestion françaises. Interdire les ventes à découvert est « *au mieux démagogique, au pire dangereux* ». La messe est dite. Sauf que l'on découvre, moyennant deux clics sur Google, que le laboratoire de ces deux spécialistes est financé par la banque Rothschild. Et là, de clics en clics, on apprend que le même labo vend de la formation aux professionnels... 2 000 Euros pour deux jours et par participant, logement non compris. Excusez du peu. Si vous avez dix élèves... À ce prix-là, mieux vaut éviter de se fâcher avec ses clients. Les ventes à découvert sont très rémunératrices pour les institutions financières. On reste sur la Toile et l'on découvre que l'un des experts est aussi le patron de l'Edhec, Noël Armenc, pour lequel « *le débat entre marché et science n'a pas lieu d'être dans une grande école de commerce !* ». Circulez, pas de débat. Dommage.

**« Aucun n'est directement corrompu, mais la plupart sont payés par les banques... »**

Reste la télévision et la radio... Là pas d'experts inconnus, pas de seconds couteaux, seules les stars sont invitées, comme Elie Cohen, que les chaînes se disputent, lui qui, en juin, nous expliquait que la crise était derrière nous.

En dehors de ce genre de fantaisiste, pour avoir accès à ces médias les banques prennent comme consultants des professeurs d'école prestigieuses : Ulm, Sciences Po Paris, Dauphine et Polytechnique. Difficile de résister. Même les plus grands ont accepté cette compromission. Michel Aglietta, par exemple, conseille Groupama Asset Management. Lequel précise à la fin de ses livres qu'il est rémunéré par cette institution. Tout le monde ne le fait pas. Daniel Cohen, par exemple, signale très rarement qu'il travaille pour la banque Lazard. Il préfère rappeler qu'il forme les futurs Jean-Paul Sartre de la rue d'Ulm, réservant son engagement chez Lazard aux lecteurs de *Challenges*.

**Pourquoi se cacher quand on est entre amis ?**

Pour l'ordinaire, les institutions financières embauchent des seconds rôles. Anton Brender s'est retrouvé directeur des études économiques de Dexia, Jean Paul Betbèze sévit au Crédit Lyonnais, puis au Crédit agricole. En choisissant de passer du côté obscur de la force, nos hommes sont moins demandés pour les grands médias, mais ils vont pouvoir porter la bonne parole parmi les importants. Jean-Luc Gréau, qui a oeuvré pour le Medef, rappelle que le débat économique sert aussi à prendre des décisions politiques. Et là aussi les banquiers ont souhaité être présents. Sur les trois économistes qui siègent au prestigieux Siècle, deux, Christian de Boissieu et Daniel Cohen, sont liés à des banques et siègent au Conseil d'analyse économique.

Ce Conseil d'analyse économique, créé par Lionel Jospin, est aussi une citadelle imprenable de la planète finance. L'enjeu est de taille. Le CAE conseille le Premier ministre. La finance monopolise cet accès à l'oreille du gouvernement. Sur les 28 membres, 19 sont directement ou indirectement liés à la finance. La Société générale, le Crédit agricole, HSBC et Natixis sont ainsi représentés directement par leurs subordonnés. On découvre à la lecture des CV des membres que l'on peut être professeur à Dauphine et conseiller du directoire de la Compagnie financière Rothschild, comme Jean-Hervé Lorenzi. Les jeunes ne sont pas en reste. Augustin Landier enseigne à la Toulouse School of Economics, mais a aussi créé un hedge fund. À Claire Derville, qui lui demandait si on avait raison de penser que les fonds spéculatifs avaient fomenté cette crise, il rétorque : « *Non... Au contraire, en corrigeant les excès des marchés, ils contribuent à les assainir. Mais c'est vrai qu'en étant obligé de liquider leurs positions..., ils ont amplifié la spirale baissière. Ce sont les victimes collatérales de la crise du crédit* ». Il fallait oser présenter les fonds spéculatifs comme des victimes de la crise... Le président du conseil a aussi ses pudeurs, et on le comprend, notre homme est gourmand, il ne mange pas à un seul râtelier. Le CV de Christian de Boissieu, qui affiche ses titres universitaires, ferait rougir de jalousie n'importe quel colonel de retour d'Afghanistan : économiste de l'année, lauréat à deux reprises, puis des titres en anglais non traduits, total respect... Mais notre président oublie de préciser qu'il conseille aussi un hedge fund, excusez du peu, du Crédit agricole, qu'il siège au conseil de surveillance d'une banque privée, une paille, et la liste est encore plus longue.

Quand on interroge les membres de cette institution sur les dérives que peut générer ce quasi monopole de la finance dans le CAE, la réponse fuse : « *On est libre, Patrick Artus propose par exemple d'augmenter les salaires depuis longtemps* ». L'institution accepte un ou deux trublions à condition qu'ils ne mettent rien en cause d'essentiel. Au CAE et au Cercle des économistes, c'est la fonction de Patrick Artus. L'homme est sans danger. Il a de nombreux fils à la patte. Le directeur des études de la banque Natixis - aussi administrateur de Total, généreusement payé 55 000 Euros par an pour sept réunions - ne se précipitera pas pour inviter à la révolution, ni pour augmenter la fiscalité du CAC 40. Il s'est aussi vanté de conseiller les dirigeants chinois dans des cercles privés.

### « À la soupe »

Les banques sont les premiers employeurs d'économistes. Les débouchés pour les économistes sont très réduits. Traditionnellement, l'enseignement arrivait en tête, et il existe quelques postes dans la fonction publique. Aujourd'hui, les banques ont énormément augmenté leurs effectifs : dans les salles de marché, les risques pays, les services marketing... Il est fréquent de passer du public au privé. Les conditions de travail sont meilleures, les salaires aussi, entre 4 000 Euros par mois pour un économiste confirmé et 15 000 Euros pour une star, bien plus qu'un agrégé d'économie en fin de carrière. Et voilà nos économistes dans le toboggan.

Évidemment, quand ils passent au privé, ils se jurent bien de ne pas changer. Sauf que Philippe Labarde, dans sa longue et belle carrière qui l'a mené du service économique du *Monde* à France Inter, se souvient d'évolutions : « *Quand celui-là travaillait dans un organisme public, il n'avait pas le même discours que depuis qu'il dirige le service d'une grande banque* ». Évidemment personne n'a envie de revenir en arrière. Le paradoxe de cette histoire c'est que les économistes ont inventé un terme pour expliquer cette « laisse » qui n'annonce pas son nom. C'est à Joseph Stiglitz que l'on doit le « salaire d'efficience ». Sa description est relativement simple : comment s'assurer de la fidélité de ses salariés ? Il suffit de les payer un peu au-dessus du marché, et par peur de perdre ce petit avantage, ils fourniront un maximum d'efforts et se comporteront en chiens fidèles.

Comme d'habitude, c'est ceinture et bretelles, il est évidemment interdit de dire du mal de son employeur, voire des clients de son employeur, états ou autres. Le chemin est étroit. Antoine Brunet, un ancien de chez HBC, nous affirme avoir signé une clause qui lui interdisait de publier des livres sans l'autorisation de sa hiérarchie. Il existe des cas de licenciements. Un économiste que nous avons rencontré nous a expliqué sa situation : sa banque s'est séparée de lui pour avoir dit du mal de la Chine. Comme il a négocié son départ, il refuse que l'on cite son nom.

Bertrand Rothé

- Je tiens à remercier Antoine Brunet, ancien économiste de HSBC, Google, Philippe Labarde, ancien membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Frédéric Lordon, du CNRS, François Ruffin de *Fakir*, Jacques Sapir, de l'EHESS, Jean-Luc Gréau et ceux qui ont accepté de me parler à condition que je ne les cite pas pour « *continuer à être invité dans les colloques* », voire d'intégrer un jour une banque. Sans eux, je n'aurais pas pu écrire cet article.